



OBJET : Modification temporaire et partielle des conditions de circulation avenue de la République à Villemomble
[Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale]

Le Maire de Villemomble,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-24, L 2213-1 et suivants, L 22143, L 2521-1 et L 2521-2,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-1 et suivants R 411-25, R 417-1 et suivants, R 417-9 et suivants,

VU l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement unilatéral alterné dans toutes les voies de la commune,

VU l'arrêté en date du 13 novembre 2017 instituant une zone à stationnement payant sur certaines voies de la commune,

VU l'arrêté n° 2006/14-ST en date du 6 février 2006 limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement ininterrompu d'un véhicule sur la voie publique,

CONSIDÉRANT que la reprise de branchements d'assainissement et la réalisation de sondages nécessitent de modifier les conditions de circulation avenue de la République à Villemomble,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La circulation des véhicules sera interdite, sauf aux riverains, avenue de la République à Villemomble, entre les avenues Gustave Rodet et Detouche, du 20 février 2023 au 3 mars 2023, entre 8h00 et 17h00.

ARTICLE 2 : La circulation des véhicules sera déviée par l'avenue Gustave Rodet, le boulevard du Général de Gaulle et l'avenue Detouche dans un sens, et l'inverse pour l'autre sens .

ARTICLE 3 : Les fouilles sur trottoir et chaussée devront être pontées en dehors des heures effectives de travail.

ARTICLE 4 : Le cheminement des piétons sera dévié et sécurisé sur la chaussée mise en interdiction de circuler.

ARTICLE 5 : La société EIFFAGE, chargée de l'exécution des travaux, sera responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation conforme au Code de la Route et notamment des panneaux interdisant le stationnement jusqu'à l'achèvement des travaux ainsi que ceux indiquant le cheminement des piétons en toute sécurité.

ARTICLE 6 : Dans le respect de la réglementation et 72h00 avant le début des travaux par l'entreprise, la signalisation relative à l'interdiction de stationner sera mise en place sur un support stable et le présent arrêté affiché sur place. Cette mise en place devra être constatée par la Police Municipale (01.49.35.25.76).

ARTICLE 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 8 : La mise en fourrière des véhicules en infraction pourra être prescrite, sans délai, par un officier de police judiciaire territorialement compétent ou par le chef de service de la Police Municipale.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera notifié à la société EIFFAGE, 6 rue Nicolas Ledoux – 94000 CRETEIL.





ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois par courrier, 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les Officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villemomble,
- EPT.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, à :

- Monsieur le Commissaire de Police du Raincy/Villemomble,
- Service Police Municipale.

Fait à Villemomble, le 9 février 2023

Par délégation du Maire,
L'Adjoint délégué



Jean-Christophe GERBAUD

